

SAMBE

Bulletin de la Société des Amis de Mongo Beti

N° 4 – Second semestre 2004

Odile Biyidi Awala : Compte rendu des réunions du souvenir, octobre 2004 p.1
Mongo Beti : Les réseaux, 24 février 2000, colloque sur les réseaux françafricains p.2
Références : p.4
Cotisations et adhésions : p. 4

L'envoi de ce bulletin numéro 3 de la SAMBE se fait avec un important retard, ce dont nous nous excusons auprès de nos adhérents. Le numéro 4, prévu sous peu, rattrapera ce retard.

L'événement qui a marqué le second semestre 2004 est la commémoration du souvenir, organisée les 6 et 7 octobre par la SAMBE à Yaoundé et à Akometam. Le 6 octobre nous nous sommes réunis dans l'après-midi à la librairie des Peuples Noirs. Des exposés suivis d'un débat étaient prévus sur le thème du « Rôle de l'intellectuel ». Une trentaine de participants avaient répondu à notre appel. Les interventions des professeurs Fabien Eboussi Boulag, Séverin Cécile Abéga et Roger Kaffo Fokou portèrent le débat à un très haut niveau. Ils insistèrent sur le fait que l'importance de l'intellectuel vient de son désintéressement. Sa mission, qui est d'éclairer, ne va pas avec la poursuite d'un intérêt personnel égoïste. Cette discussion, menée dans le cadre modeste de la librairie, par des personnes qui témoignaient pour la lumière de la réflexion, devant un auditoire restreint mais fervent, revêtit un caractère exemplaire par le fait qu'au même moment le Cameroun était obnubilé par le déroulement de l'élection présidentielle. Le vacarme de la propagande, couvrant trucages et mensonges, occupait le devant de la scène. Parler de mascarade était le moins qu'on puisse dire. Celui qui osa le dire, le cardinal Tumi, déclencha contre lui une vague d'hostilité menaçante. Le pire fut reconduit par la suite, consacrant l'obscurantisme.

Le lendemain, 7 octobre au matin, nous nous sommes retrouvés à Akometam pour un hommage silencieux. Puis le partage convivial d'une collation réunit les assistants, villageois et amis.

Dans ce bulletin nous reproduisons le texte que Mongo Beti donna pour un colloque sur les « réseaux », organisé par Les Verts français en février de l'année 2000.

O. B A



Les Réseaux

A mon avis, la meilleure façon de parler de ce que l'on a appelé les réseaux, c'est peut-être de commencer par dénoncer leurs conséquences néfastes. L'une de ces conséquences, à la fois la plus néfaste et la plus spectaculaire, en tout cas au Cameroun, c'est l'incroyable incohérence de l'action gouvernementale et l'anarchie sur laquelle elle débouche.

Quelques exemples. A l'époque où se prépare la rentrée scolaire, les libraires attendent la liste des ouvrages qui seront au programme des classes élémentaires et secondaires. Libraire, comme vous savez, il m'est arrivé une année de voir publier de juillet à août trois listes successives et différentes de manuels et d'ouvrages, la plus récente annulant automatiquement la précédente. Imaginez le désarroi de ma profession.

Parlons de l'école. Dans notre constitution, l'école publique est gratuite. En réalité, profitant de la pénurie des établissements et des classes, quand ils ne la créaient pas, les directeurs d'écoles, les principaux des collèges, les proviseurs des lycées avaient toujours exigé des dessous de table des familles; tout le monde savait que c'était illégal, mais le pouvoir fermait les yeux. Il y a trois ans, une décision du ministère de l'éducation s'est alignée toute honte bue sur cette pratique frauduleuse en publiant des tarifs qualifiés de légaux (sous-entendu : si on vous demande plus, ne payez pas). Le prétexte était de freiner un abus que, soi-disant, on ne pouvait pas enrayer. Cela n'a pas refréné la cupidité des fonctionnaires concernés; bien au contraire, ce fut le déchaînement de la surenchère. Désormais, chaque établissement pratique en fait ses tarifs, le responsable prenant seulement la précaution de désintéresser son supérieur hiérarchique immédiat en lui donnant sa *bière* (sa part). Les familles, appauvries par la crise et la dévaluation du franc cfa, peuvent de moins en moins envoyer leurs enfants à l'école; on observe une déscolarisation galopante; mais les frais de scolarité flambent et les directeurs des établissements scolaires du Cameroun se constituent en une caste privilégiée, qui vit dans un luxe ostentatoire, tandis que la constitution continue de proclamer que l'école publique est gratuite.

Parlons du bois de nos forêts; cette richesse devenue si rare aujourd'hui aurait dû faire du Cameroun un pays économiquement privilégié. Il n'en est rien, tout simplement parce que l'exploitation forestière n'est pas réglementée, ce qui fait que notre forêt est livrée à toute sorte d'aventuriers sans scrupule. Oui, il y a des lois, dont le ministre responsable a vite fait de mettre le texte redondant sous les yeux d'un investigateur étranger. En réalité, c'est une jungle de dispositions inextricable. Une loi a bien été votée par le parlement il y a quatre ans, mais celle qui a été par la suite promulguée par le chef de l'Etat est, selon la presse locale, sensiblement différente. Quoi qu'il en soit, l'application d'une disposition capitale, à savoir l'interdiction d'exporter le bois sous forme de grumes, a été différée de quatre années, -jusqu'au 1er janvier 1999 (je suis ici depuis le 13 janvier 99, je n'ai donc pas eu le temps d'observer ce qu'il en est de l'application de cette clause). Il paraît que le responsable d'un parti camerounais des Verts participe à cette manifestation; il nous dira peut-être ce qu'il en est.

Vous allez me dire : mais quel rapport a tout ceci a-t-il avec les réseaux? Si on en est là, c'est parce que, en fait, le Cameroun est dirigé par les réseaux dont les intérêts sont contradictoires. La finalité secrète des réseaux est de paralyser sinon de tuer l'Etat africain. C'est à cause des réseaux qu'il n'y a pas d'Etat au Cameroun, car, l'Etat est contraint de laisser le champ libre aux réseaux.

Revenons à l'exemple des listes des manuels scolaires à la veille d'une rentrée scolaire. La confusion décrite tout à l'heure n'est pas un hasard. En effet, de puissants éditeurs français se battent comme des chiffonniers pour décrocher ce marché. Le moment venu, chacun mobilise ses réseaux dans les ministères, à la présidence, etc. La victoire emportée par l'un aujourd'hui peut être annulée par l'autre vingt quatre heures plus tard selon un rapport de forces toujours mouvant. D'où la cascade de listes qui se suivent sans se ressembler. Voilà comment l'Etat est bafoué.

Qu'est-ce en effet qu'un réseau?

Le Robert en donne une excellente définition : organisation clandestine formée par un certain nombre de personnes en relation directe ou indirecte les unes avec les autres et obéissant aux mêmes directives.

Appliqué à l'Afrique dite francophone, cela donnerait ceci : organisation clandestine formée par un certain nombre de personnes en relation directe ou indirecte les unes avec les autres et obéissant

aux mêmes directives criminelles venues d'un parrain tout puissant qui tire les ficelles à partir de Paris.

Les réseaux sont la manifestation d'une culture héritée de la Résistance, et très particulièrement de la Résistance gaulliste, qui s'est dévoyée au moment de la décolonisation, c'est-à-dire à partir de 1958, quand de Gaulle est revenu au pouvoir. Alors à une vocation patriotique originelle des réseaux s'est substituée une autre de pur banditisme doublée de vénalité. La situation politique africaine offrait tant de facilités que les successeurs de de Gaulle, y compris les socialistes, se sont engouffrés dans la brèche. Qui ne connaît la vulnérabilité des sociétés africaines affaiblies par la désagrégation de leurs structures traditionnelles et l'incapacité d'en construire rapidement de nouvelles, et plus encore par les ravages de la corruption? Les organisateurs de maffias s'y enfoncent comme dans du beurre.

Chaque personnalité ou entreprise française (ou étrangère) organise donc en Afrique son propre réseau. C'est le cas de feu Foccart auquel on doit la création du phénomène, Pasqua, Jean-Christophe Mitterrand, Giscard d'Estaing, Bolloré l'industriel, Elf-Aquitaine etc., et, bien entendu, Jacques Chirac soi-même, Président de la République française. Ce serait à peine une boutade de dire : quelle est la notabilité de la Cinquième qui n'a pas son petit réseau en Afrique?

Comment opère un réseau? Toujours par des voies occultes et parallèles, à la limite du crime. On vient de le voir avec l'élection présidentielle au Gabon à l'occasion de laquelle se sont illustrés ce que le quotidien *Le Monde* a appelé les réseaux élyséens. Un avocat parisien à la fois proche de Jacques Chirac et d'Omar Bongo, qu'il appelle papa dans sa correspondance, rassemble discrètement des amis auxquels il confère une qualification illégale et frauduleuse d'observateurs électoraux dans le but, le moment venu, de rendre service au président gabonais en donnant leur onction à une élection truquée; car le système a bien besoin de Bongo, grand pourvoyeur de financements occultes de toute sorte.

Il y a toujours un pacte évidemment occulte entre les réseaux et le chef de l'Etat africain. Les premiers protègent le dernier, lui assurent la pérennité (ou l'accession) au pouvoir, à condition que celui-ci leur laisse ensuite le champ libre dans tous les domaines, et, en particulier, dans l'exploitation sauvage des richesses naturelles du pays. Par exemple, il est clair pour les Camerounais que Paul Biya, si souvent absent du pays et pour des durées si longues, ne gouverne pas le Cameroun, qu'il a laissé le champ libre aux réseaux.

Il en est malheureusement des réseaux comme des Gaulois dont César disait déjà : autant d'individus autant d'avis différents. Parodiant ce constat, on peut dire autant de réseaux, autant de finalités et de stratégies différentes. C'est dire que ces réseaux sont loin d'avoir des intérêts convergents, c'est dire qu'ils s'opposent les uns aux autres, dressant les uns contre les autres les dirigeants locaux, les divers secteurs de l'administration du pays et de son opinion au mieux, anesthésiant certains secteurs au bénéfice d'autres, au pire, désarticulant en tout cas l'Etat par des contradictions insupportables, et le contraignant à un désengagement dans la plupart des domaines.

Ainsi, au fur et à mesure que les réseaux prennent possession du pays, l'enserrant dans leurs chaînes, l'Etat se paralyse peu à peu, parce que les autorités officielles sont contraintes de laisser faire. L'anarchie s'installe. Et voilà les populations livrées sans défense à tous les vautours.

Pourquoi les autorités officielles de la République française, fort bien informées des ravages du fléau appelé réseaux, laissent-elles faire quand elles ne sont pas partie prenante, comme on vient de le voir avec Jacques Chirac à propos de la récente élection d'Omar Bongo au Gabon? Tout se passe en réalité comme si les réseaux étaient chargés de faire le sale boulot de recolonisation par un sabotage discret et raffiné, soulageant ainsi la République officielle à qui le souci d'une image de dignité et de générosité interdit d'assumer ce rôle. Jacques Chirac, en déclarant un jour à Abidjan que la démocratie est un luxe pour les Africains, souleva un tel tollé dans l'opinion que, par la suite, il dut se faire plus discret; mais il n'en pense pas moins, comme on dit.

Ceci nous amène à réviser quelques lieux communs des discours des responsables français quand ils justifient la fameuse coopération franco-africaine, la présentant comme une institution ayant pour but d'aider l'Afrique. La mystification a été si efficace que, aujourd'hui, on entend même des intellectuels et des responsables de la société civile africaine parler d'échec de l'aide, alors que, au contraire, les véritables objectifs de la présence française en Afrique, à savoir maintenir les populations sous la botte des dictateurs pour mieux exploiter les ressources du Continent noir, ont été largement atteints et même dépassés.

Il y a quand même incontestablement un élément nouveau dans le paysage politique français, dont les Africains ne peuvent pas ne pas se féliciter : c'est l'émergence des Verts et leur présence dans un gouvernement de la Cinquième République. Les Verts ont affiché dès le début, comme objectif capital de leur combat, la transformation de la politique africaine de la France au profit des populations en proie à la pauvreté, à la maladie, à l'obscurantisme et surtout à la fantaisie des dictateurs. Mais une telle révolution culturelle est-elle concevable sans affronter les réseaux?

Il est clair que militer aujourd'hui pour l'émancipation des sociétés africaines, c'est d'abord combattre les réseaux, sans relâche, jusqu'à leur disparition totale, afin d'obtenir la transparence dans la politique et la gestion de nos économies, condition sine qua non d'un véritable décollage et d'un développement durable dans nos pays.

Mongo Beti (24 février 2000)

Réédition : Mongo Beti, *Main basse sur le Cameroun, Autopsie d'une décolonisation*, 270 p. Paris, La Découverte, novembre 2003.

Bibliographie : *Remember Mongo Beti*, Mémorial réalisé par A. Kom, Bayreuth African studies 67.
Site internet : www.mongobeti.org Sur ce site sont progressivement mis en ligne les numéros de la revue *Peuples Noirs Peuples Africains*, par J.M. Volet, A. Ntonfo et leurs collaborateurs.

Société des amis de Mongo Beti (SAMBE) Association sans but lucratif
% Librairie des Peuples Noirs B.P. 12405 Yaoundé Cameroun Tél. (237) 221 44 04

Fiche de cotisation 2004

Nom :

Prénom :

Profession :

Adresse :

Tél. :

E-mail :

Montant de la cotisation : 10000 F

Don :

Total :

Ou 20 dollars ou euros

Mode de règlement : espèces chèque bancaire, postal

Date :

Signature de l'adhérent :

Correspondants : Europe : O. Biyidi, 23, rue Daliphard, F – 76000 Rouen

e-mail : odile.biyidi-awala@cegetel.net

Amérique : A. Kom, Holycross, One College st, Worcester MA 01610, 2395 USA

e-mail : akom@holycross.edu

L'envoi du bulletin est fait à tous les adhérents, par mail ou par poste. Ceux qui désirent recevoir les bulletins précédents peuvent en faire la demande.